

Scandale McKinsey: Macron panique et envoie au feu ses ministres...



Pour minimiser l'usage abusif de cabinets de consulting, la gabegie financière et noyer le poisson McKinsey, Macron a envoyé en urgence un duo de choc convaincre la presse asservie. Pendant 1h17, l'arrogante Amélie de Montchalin et l'insupportable bafouilleur Olivier Dussopt ont tenté de défendre l'indéfendable, par tous moyens, ne négligeant aucun mensonge. Tablant sur le fait que peu de gens ont jeté un oeil ne serait-ce qu'au sommaire du rapport du Sénat, ils en ont profité pour tout édulcorer, tout mélanger, tout nier, par des affirmations et des chiffres souvent invérifiables.

Prendre les journalistes pour des imbéciles ignares et flemmards, c'est de bon aloi. Cependant, c'est aussi oublier que ce point presse étant filmé, la vidéo peut être visionnée par tout un chacun connaissant l'affaire...

La guerre étant un sujet vendeur pour Macron, ils ont inscrit leur discours entre la « seconde guerre mondiale et la « guerre à nos portes »... Cela doit être de la stratégie McKinsey.

Face aux attaques, le gouvernement assure vouloir jouer « la transparence », souligne Olivier Dussopt, « il n'y a rien à cacher ». Affirmant vouloir faire toute la transparence, Amélie de Montchalin a dénoncé « des attaques de plus en plus fortes et de plus en plus grossières » et une « récupération politique ». Les deux ministres ont tenu à tordre le cou à de « fausses allégations »: « Les dépenses engagées par l'Etat avec McKinsey en 2021 représentent 5% en matière de conseils en stratégie. Il n'y a donc pas de rapport de dépendance entre l'Etat français et ce cabinet.»

« Jamais les décisions ne sont pas prises par des consultants », « Avons-nous délégué la gestion de crise à des consultants ? Non, c'est un fantasme de le penser ou de le laisser penser », a abondé Amélie de Montchalin. Selon elle, « il faut bien faire la différence entre des conseils externes qui donnent des expertises et ensuite notre responsabilité, celles du gouvernement ». Toutefois, il ressort du rapport du Sénat que les ministères ne pilotent plus rien, que les préconisations sont scrupuleusement suivies, à l'instar de la politique vaccinale de Victor Fabius, directeur associé chez McKinsey...

« Nous réarmons l'Etat », affirme Amélie de Montchalin, « nous tirons les leçons de la crise » du Covid, où le recours aux cabinets a été important. Selon Arnaud Bazin, président de la commission sénatoriale: « Ce n'est pas le Covid qui a fait bondir les dépenses jusqu'à 1 milliard en 2021. Nous avons identifié 41 millions d'euros liés à la crise soit 5 % de la dépense annuelle.»

Amélie de Montchalin rappelle la circulaire du Premier ministre prévoyant « une réduction d'au moins 15 % du recours aux prestations de conseil externe », à l'avenir, « il sera bien vérifié s'il n'y a personne en interne » qui peut faire

le travail, « ce sera fait de façon systématique ». Il serait temps!

Pensant Macron déjà réélu... l'exécutif va donc « mettre en œuvre un maximum de recommandations du Sénat », a assuré Olivier Dussopt, comme l'inscription d'un « document de synthèse » des prestations au sein du « projet de loi de finances 2023 », « la traçabilité des prestations dans les productions finales » et « la systématisation de leur évaluation », ou « le renforcement du cadre contractuel, avec un nouvel accord type qui sera défini », pour aboutir à « un renforcement des règles de la mise en concurrence ». Les prestations « pro bono », c'est-à-dire gratuites, seront quant à elle limitées « aux situations exceptionnelles »... En matière de consulting, le bénévolat n'est jamais gratuit...

Demeure l'épineuse question McKinsey. La commission d'enquête du Sénat a révélé que l'entreprise n'avait pas payé ses impôts sur les sociétés depuis plus de dix ans en France. Le ministre de l'Economie, Bruno Le Maire, a affirmé qu'une « vérification fiscale » a été lancée « avant le rapport » du Sénat. Ce qui est faux. La sénatrice PCF Eliane Assassi, rapporteur de la commission, avait annoncé la date de décembre pour ce contrôle, soit après le début de la commission.

Olivier Dussopt a rappelé que les entreprises candidates ont « une obligation de conformité à leurs obligations fiscales », « une obligation déclarative », omettant de préciser que chaque réponse au dossier d'appel d'offre doit s'accompagner d'un justificatif prouvant que l'entreprise postulante a réglé ses impôts ces trois dernières années... Ce qu'apparemment McKinsey n'a pas fait ou que le ministère concerné n'a pas vérifié.

Toutefois, si le contrôle du fisc confirme une anomalie ou une fraude, il pourrait être difficile pour McKinsey de travailler avec l'Etat. Mais pour l'heure, certains contrats sont toujours en cours et ne peuvent être cassés. Combien et pourquoi? Le ministre des Comptes publics l'ignore...

Quant à la présence de consultants de l'entreprise américaine

chez LREM ou dans l'équipe de campagne 2017, accréditant l'idée de lien, voire de compromission et de mélange des genres, entre le pouvoir macroniste et McKinsey, Amélie de Montchalin répond que « de tout temps, en tout lieu, une équipe de campagne est composée de bénévoles, de consultants, mais aussi d'étudiants ou de retraités. Ils s'engagent car ils ont des convictions personnelles ». Pas de quoi, selon la ministre de la Fonction publique, « rentrer dans les allégations de copinage ». Evidemment!

Réagissant à la conférence de presse des deux ministres, Arnaud Bazin et Eliane Assassi, rapporteur, ont respectivement déclaré « Si le gouvernement affirme qu'il n'a « rien à cacher », il lui aura fallu cinq ans pour réagir, alors que les dépenses de conseil de l'Etat ont plus que doublé entre 2018 et 2021 », « Malgré l'enquête du Sénat, le gouvernement continue de minimiser l'influence des consultants », « le recours aux cabinets de conseil est un phénomène tentaculaire, qui donne le vertige ».

Cette piètre prestation gouvernementale ne suffisant pas, Attal s'est précipité dans la matinale de CNEWS pour tenter d'éteindre l'incendie McKinsey, arguant que «La réforme de la haute fonction publique doit nous permettre d'avoir moins recours à des cabinets de conseil»... Ben voyons!

Puisse cet énième scandale de la macronie nous débarrasser enfin du tyran psychopathe!

Daphné Rigobert

4620 secondes de bobards au service de Macron et de Mckinsey!

<https://www.youtube.com/watch?v=0zcHUahTmiI>

Rapport de la commission d'enquête du Sénat.

<https://www.senat.fr/rap/r21-578-2/r21-578-21.pdf>

<https://www.senat.fr/rap/r21-578-2/r21-578-2.html>